

INFORMATION EAUX

N° 560
Février 2005

www.oieau.org
"Le monde de l'eau sur Internet"



Office
International
de l'Eau

www.oieau.org

ONU
Les Objectifs du Millénaire

NOUVELLE LOI
La coopération internationale
des Agences de l'Eau
et des Collectivités Territoriales

RM&C
Des biofiltres pour la STEP de Givors

L'ESCAUT
District International

MEDD
Aides aux PME pour créer
"les emplois de l'Écologie"

La **SAGEP** devient
"Eau de Paris"

ACADÉMIE DE L'EAU
"Eau et Territoires"

HYDROTOP 2005
à Marseille

"WFD COMMUNITY"
Participez au projet pour former
les jeunes à la Directive-Cadre



Le **RIOB** prépare
le 4^{ème} Forum Mondial
de l'Eau de Mexico

Les stages du CNFME
de mars à mai 2005

Dossier Thématique :
Les maladies hydriques
liées à des contaminations microbiennes

SOMMAIRE

Nouvelles des Agences de l'Eau

- Rhin-Meuse 2
- Rhône-Méditerranée & Corse 3
- Artois-Picardie 3

Actualités
Françaises 4

Agenda
des Événements 11

Actualités
Internationales 6

Librairie 12

Nouvelles
du RIOB 7

Dossier
Thématique 13

Nouvelles
de l'Office
International
de l'Eau 8

Retrouvez les documents
sélectionnés et analysés
et les références récentes
de JURIEAUDOC
sur votre messagerie
et sur notre site

Visitez aussi notre site Internet :
<http://www.oieau.org>

2.325.000
visiteurs
en un an !

Revue mensuelle - 11 numéros/an

Directrice de la publication : Christiane RUNEL
Rédactrice en Chef : Catherine JUERY
Rédacteur : Ghislain LOISEAU
Maquette : Nathalie CHAILLOU
Frédéric RANSONNETTE
Abonnements : Nathalie CHAILLOU

Abonnement 1 an
France : 454,48 Euro TTC
Etranger : 380,00 Euro

Office International de l'Eau
Direction de l'Information,
de la Documentation et des Données sur l'Eau
15, rue Edouard Chamberland
87065 Limoges Cedex
Tél. : +33 (0) 5 55 11 47 47
Fax : +33 (0) 5 55 11 47 48
E-Mail : eaudoc@oieau.fr

Numéro Paritaire
ISSN

AD 234
0012-9003 - 51^{ème} année



Office
International
de l'Eau



LES CAHIERS TECHNIQUES

DES GUIDES TECHNIQUES PRATIQUES ET PEDAGOGIQUES
A L'USAGE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

- 1 LES POMPES CENTRIFUGES
- 2 RECHERCHE ET DETECTION DES FUITES
- 3 REACTIFS DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE
- 4 INSTRUMENTS DE MESURE
- 5 LE COMPTAGE
- 6 LA ROBINETTERIE
- 7 RESEAUX D'ASSAINISSEMENT
- 8 NITRIFICATION DENITRIFICATION DEPHTOSPHATATION
- 9 L'OZONATION DES EAUX
- 10 LA CHLORATION DES EAUX
- 11 LA TELEGESTION DES RESEAUX
- 12 POSE DES CANALISATIONS
- 14 L'EAU D'ALIMENTATION DES GENERATEURS DE VAPEUR
- 15 LES POMPES
- 16 LE DIOXYDE DE CHLORE
- 17 LA SURPRESSION
- 18 LE POMPAGE DES EAUX USEES
- HS QU'EST-CE QUE L'EPURATION ?



Pour commander

Office International de l'Eau - SNIDE
15 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48 - eaudoc@oieau.fr

KOFI ANNAN : "LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT NE SONT PAS UTOPIQUES !"



Définissant une stratégie d'une ampleur sans précédent pour lutter à l'échelle mondiale contre la pauvreté, la faim et la maladie, une équipe constituée de 265 experts mondiaux du développement a proposé un plan prévoyant une série de mesures à la fois efficaces et peu coûteuses qui, globalement, permettraient d'atteindre les "Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici à 2015".

Les recommandations de cette équipe sont exposées dans un rapport intitulé "Investir dans le développement : plan pratique pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement", qui a été remis le 17 janvier dernier au Secrétaire Général des Nations Unies.

En recevant ce document, Monsieur Kofi Annan a déclaré que les "Objectifs du Millénaire pour le Développement" ne sont pas utopiques et que la lutte contre l'extrême pauvreté devrait être en 2005 au tout premier rang des priorités de la communauté mondiale et du système des Nations Unies.

"Jusqu'à présent, nous n'avions aucun plan concret pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement", a déclaré Jeffrey Sachs, économiste qui dirige depuis trois ans l'équipe du Projet. "Les experts qui ont participé à cette vaste entreprise ont démontré irréfutablement qu'il nous était encore possible d'atteindre ces objectifs, à condition d'appliquer le plan immédiatement".

Dix recommandations clés pour atteindre les Objectifs du Millénaire

Le rapport de Jeffrey Sachs présente dix grandes recommandations et une série de mesures concrètes pour atteindre ces "Objectifs pour le Développement d'ici à 2015" :

- Les pays en développement devraient adopter en 2006 des stratégies suffisamment audacieuses en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire.
- Ces stratégies devraient déterminer l'ampleur des investissements publics, la mobilisation des ressources nationales et le niveau de l'assistance internationale, et servir de cadre au renforcement de la gouvernance, à la défense des droits de l'homme et à la participation de la société civile.
- Les pays en développement devraient élaborer eux-mêmes ces stratégies de manière transparente et en étroite coopération avec les Organisations Non Gouvernementales, le secteur privé national et les partenaires internationaux.
- Les pays donateurs devraient identifier une douzaine de pays ayant besoin d'"un programme accéléré", afin de leur apporter un soutien massif à partir de 2005.
- Les pays développés et en développement devraient lancer conjointement en 2005 une série "d'actions rapides" pour sauver des millions de vies, comme par exemple la distribution massive et gratuite de moustiquaires et de médicaments pour lutter contre le paludisme d'ici à la fin 2007.
- Les pays en développement devraient aligner leurs stratégies nationales sur les initiatives régionales, telles que le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).
- Tous les pays donateurs devraient augmenter leur aide publique au développement pour arriver au chiffre de 0,7 % du PNB d'ici à 2015. La réduction de la dette devrait être plus généreuse.

- Les pays riches devraient ouvrir leurs marchés aux exportations des pays en développement.
- Les donateurs devraient augmenter leur aide à la recherche mondiale, dans les domaines qui touchent plus particulièrement les pauvres, comme la santé, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, pour arriver à 7 milliards par an d'ici à 2015.
- Le Secrétaire Général devrait renforcer la coordination des agences, fonds et programmes des Nations Unies au niveau des sièges.

Un rapport plébiscité par les agences des Nations Unies

Dès sa publication, le rapport du "Projet du Millénaire" a été plébiscité par les principales agences des Nations Unies. Selon Mark Malloch Brown, Chef de Cabinet du Secrétaire Général et Président du "Groupe des Nations Unies pour le Développement", ce rapport constitue "une contribution intellectuelle au débat sur le développement, sans précédent depuis au moins 20 ans".

Accueillant favorablement le rapport du "Projet du Millénaire", le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a qualifié ce document de "feuille de route indispensable pour atteindre les Objectifs du Millénaire" et souligne que le rapport propose "des interventions peu onéreuses mais présentant des bénéfices à long terme pour le développement".

De son côté, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a souhaité attirer l'attention sur l'importance accordée à la santé dans le rapport. "Ce document donne des recommandations détaillées sur l'augmentation immédiate et massive des sommes que la communauté internationale doit investir dans les programmes de santé pour réaliser les Objectifs du Millénaire".

Ce rapport a reçu un accueil tout aussi favorable de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du Programme Alimentaire Mondial, du Fonds International de Développement Agricole et du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

La première étape d'une année cruciale pour le développement mondial

La publication du rapport du "Projet du Millénaire" donne le coup d'envoi à une série d'initiatives qui seront prises cette année, à l'échelle mondiale, pour que les "Objectifs du Millénaire pour le Développement" se concrétisent. La prochaine étape aura lieu en mars prochain avec la publication d'un rapport du Secrétaire Général qui reprendra largement les recommandations du "Projet Objectifs du Millénaire".

Deux réunions des dirigeants des pays du monde entier seront organisées, l'une en juillet à l'occasion de la réunion du G8 et l'autre en septembre, au Siège de l'ONU, pour accélérer la réalisation des "Objectifs du Millénaire".

L'année 2005 devrait donc, selon de hauts représentants des Nations Unies, être une année charnière pour la mobilisation de la communauté internationale pour la lutte contre la pauvreté et la maladie.

MILLENNIUM PROJECT SECRETARIAT

One United Nations Plaza

New York, N.Y. 10017, USA

Tel. : +1 (212) 906 5735 - Fax : +1 (212) 906 6349

www.unmillenniumproject.org

UNE LOI POUR FAVORISER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DES AGENCES DE L'EAU ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les Agences de l'Eau ne pouvaient pas, en principe, participer à des actions de coopération internationale, en vertu du principe de spécialité qui s'applique aux établissements publics. Cependant, certaines Agences de l'Eau ont consacré, dès les années 1990, une faible fraction de leurs ressources à de telles actions.

Le SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile-de-France) et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, ont été les précurseurs de ce système de solidarité baptisé le "centime par mètre cube" en lançant des programmes de solidarité humanitaire dédiés à l'eau. Démarré en 1997, celui de l'AESN a permis à 104 projets d'eau et d'assainissement de voir le jour pour un montant total de 4.52 millions d'Euros de subvention accordés à 43 partenaires français (associations humanitaires et collectivités locales) dont les actions concernent 32 pays (50 % en Afrique, 26 % en Amérique du Sud, 24 % en Asie).

Mais en 2002, à la suite d'un rappel à l'ordre de la Cour des Comptes, ces opérations de coopération internationale ont dû être interrompues.

Cette situation vient d'évoluer avec l'adoption, le 27 janvier dernier, de la loi relative à l'action internationale des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau.

Élaborée en 2004 sur une proposition du Sénateur Jacques Oudin, cette loi permet aux Agences de l'Eau de mener, dans le respect des engagements internationaux de la France, des actions de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

La conduite de telles actions est toutefois strictement encadrée :

- les Agences de l'Eau doivent élaborer une convention de coopération qui sera soumise à l'avis du Comité de Bassin

afin de garantir un contrôle sur les actions décidées et les sommes engagées ;

- les Agences ne peuvent consacrer plus d'1 % du total de leurs ressources à ces actions de coopération internationale.

Lorsqu'il s'agit de mener des actions d'aide d'urgence et des actions de solidarité internationale, cette loi permet également aux Agences de l'Eau d'agir sans conclure de convention de coopération et de venir en aide à des institutions qui n'ont pas le statut de collectivités territoriales.

Se félicitant de l'adoption de ce texte, le Ministre de l'Écologie et du Développement Durable, Serge Lepeltier, a présenté les partenariats établis entre les Agences de l'Eau et les porteurs de projets pour répondre en urgence aux besoins en eau potable et en assainissement des populations touchées en Asie du Sud par le tsunami de décembre dernier.

A l'heure actuelle, 6 conventions entre les Agences de l'Eau et des ONG (Solidarités, Comité d'aide médicale, ACTED) ont été signées pour un montant de 1,3 million d'Euros.

Ces premiers projets, qui concernent le Sri Lanka, l'Inde et l'Indonésie, portent sur la fourniture d'eau potable et l'assainissement dans les nombreux camps de personnes déplacées, la réhabilitation ou la reconstruction de puits dans les zones rurales et la remise en service des systèmes de traitement et de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les zones urbaines. Des actions d'éducation à l'eau et à l'hygiène accompagnent ces projets.

Ces actions constituent un premier volet d'intervention des Agences de l'Eau dans la phase de post-urgence. D'autres actions suivront pour cette phase ainsi que pour la reconstruction à plus long terme des zones touchées. L'aide mobilisée à ce titre par les Agences de l'Eau s'élève à 3 millions d'Euros.

RHIN-MEUSE

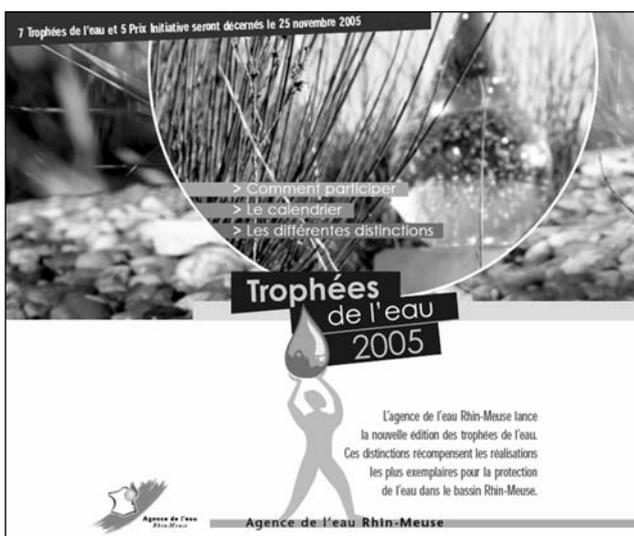
LES TROPHÉES DE L'EAU 2005

Depuis le 15 janvier et jusqu'au 31 mars 2005, les acteurs de l'eau du Bassin Rhin-Meuse (collectivités, associations, entreprises, agriculteurs, établissements publics, ...) ont trois mois pour déposer leur candidature à la 7^{ème} édition des Trophées de l'Eau.

Les réalisations les plus exemplaires menées pour reconquérir et préserver la ressource patrimoniale en eau et les milieux aquatiques seront récompensées par sept trophées lors d'une cérémonie qui aura lieu le 25 novembre 2005.

Les acteurs de l'eau peuvent concourir en présentant des actions qu'ils ont menées dans les 6 domaines suivants :

- protection et restauration des milieux aquatiques (2 Trophées) ;
- eau et santé - prévention des risques d'origine toxique ;
- prévention et dépollution dans l'industrie ;
- prévention et dépollution dans l'agriculture ;
- prévention et dépollution dans les collectivités ;
- recyclage et gestion des déchets.



Cinq prix "Initiative" récompenseront des projets de protection du milieu aquatique, de sensibilisation, de promotion du développement durable, de recherches ou d'études menés sur le Bassin Rhin-Meuse.

Une dotation financière de 7.500 Euros facilitera la concrétisation des projets, qui auront été sélectionnés par le jury en fonction de leur originalité, leur innovation et leur caractère démonstratif.

La cérémonie organisée à l'issue du Comité de Bassin Rhin-Meuse clôturera une année 2005 placée sous le signe de la consultation du public sur les grands enjeux de l'eau du Bassin.

AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Rozérieulles - B.P. 30019 - 57161 Moulin les Metz
Tél. : 03 87 34 47 00 - Fax : 03 87 60 49 85
www.eau-rhin-meuse.fr



RHÔNE-MÉDITERRANÉE & CORSE

DES BIOFILTRÉS POUR LA STATION D'ÉPURATION DE GIVORS

Afin de répondre aux exigences de mise aux normes européennes relatives à la dépollution des eaux rejetées dans le Rhône, les élus du Syndicat pour la Station d'Épuration de Givors (SYSEG) ont fait construire une unité biologique assurant une dépollution des eaux à 90 % avant leur rejet dans la nature.

Les travaux, commencés en juin 2003, se sont terminés courant août 2004. Après une période d'essai, la nouvelle tranche financée à hauteur de 3,6 millions d'Euros par l'Agence de l'Eau, a été mise en service en décembre 2004.

D'une capacité de traitement de 88.000 équivalents-habitants, cette station assure l'épuration de 10 millions de litres d'eaux usées par jour.

La première unité de la station, en service depuis 1994, mettait déjà en oeuvre un pré-traitement pour retirer les matières comme le sable, les graviers, les plastiques, les corps gras, puis un traitement physico-chimique pour éliminer les particules en suspension dans l'eau.

La nouvelle unité biologique permet désormais de filtrer la pollution dissoute présente dans les eaux résiduaires à travers un matériau synthétique biologiquement inerte et de faible densité : le biostyrène.

Ce matériau granulaire sert de support à des micro-organismes qui assurent la dépollution biologique de l'eau en se nourrissant de la pollution solubilisée de l'eau (carbone et l'azote) qui a un effet dévastateur sur l'écosystème des cours d'eau. Naturellement présentes dans l'eau, ces bactéries aérobies sont suractivées par injection d'air dans le biofiltre.

L'extension de la station d'épuration a été réalisée en cohérence avec la construction existante. Afin de supprimer complètement les nuisances olfactives, la station est équipée d'un système d'épuration de l'air avant son rejet dans l'atmosphère.

Autre élément important, le nouveau bâtiment comprend un local destiné aux matières des vidanges de fosses septiques des particuliers et des curages des réseaux d'assainissement. Celles-ci sont amenées par camion et stockées dans une cuve avant d'être intégrées dans la chaîne de traitement.

Au total la mise aux normes de la station d'épuration aura nécessité un budget de 14 millions d'Euros. Cet investissement devrait entraîner une hausse de la facture d'eau d'environ 0,3753 Euro/m³.

JOURNÉE "AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'EAU" EN RHÔNE-ALPES

Les politiques d'aménagement du territoire peuvent avoir des impacts importants sur les milieux aquatiques : c'est pourquoi l'État, la Région Rhône-Alpes et l'Agence de l'Eau se mobilisent sur cette question.

L'objectif de la journée sur l'aménagement du territoire et l'eau en Rhône-Alpes est de permettre aux acteurs de terrains (élus et techniciens) impliqués dans ces différentes politiques de se rencontrer et de prendre conscience des interactions possibles qui existent entre leurs domaines d'intervention.

Cette journée aura lieu le 24 mars 2005 à Bron, elle est la deuxième d'une série de quatre rendez-vous avec les régions du Bassin Rhône-Méditerranée (la première a eu lieu le 20 janvier

2005 en Languedoc-Roussillon). Elle permettra d'échanger sur la base de cas concrets présentés par des acteurs impliqués dans les SAGE, contrat de rivière, SCOT, pays, ... et d'identifier les retours d'expérience intéressants. Deux autres journées d'information sont prévues pour les Régions Bourgogne Franche-Comté et PACA.

AGENCE DE L'EAU RHÔNE-MÉDITERRANÉE & CORSE

2, 4 allée de Lodz - 69363 Lyon Cedex 07

Tél. : 04 72 71 26 00 - Fax : 04 72 71 26 03

www.eau-rhone-mediterranee-corse.environnement.gouv.fr

ARTOIS-PICARDIE



L'ESCAUT, UNE GESTION INTERNATIONALE

Le 21 décembre 2004, les Pays et Régions riverains de l'Escaut (la France, les Pays Bas, la Belgique fédérale, les Flandres, la Wallonie, Bruxelles Capitale), ont approuvé le rapport "Scaldit", constituant la première analyse transnationale du District Hydrographique International de l'Escaut.

Fleuve international de 430 km, l'Escaut coule de Cambrai à Anvers. Son bassin versant est de 21 800 km². Il draine une population de plus de 10 millions d'habitants, ce qui en fait une des zones les plus denses de l'Union Européenne avec 500 habitants au km².

Le rapport "Scaldit" présente les caractéristiques générales de l'ensemble du District Hydrographique International de l'Escaut. Y sont traités des thèmes aussi divers que l'économie, l'hydrologie, la biologie ou la pollution historique et actuelle.

Au travers du projet interreg "Scaldit", soutenu par l'Europe, les pays et régions riverains de l'Escaut ont mis en place une coopération internationale, au sein de la Commission Internationale de l'Escaut, qui sert de processus d'apprentissage et d'échange d'expériences pour la définition des enjeux d'un District Hydrographique International.

En adoptant le rapport "Scaldit", les parties contractantes ont insisté sur la nécessité de poursuivre leur coopération. L'année 2005 sera donc marquée par la préparation d'un plan de gestion unique pour l'ensemble du District de l'Escaut répondant aux exigences de la Directive-Cadre sur l'Eau.

La Commission Internationale de l'Escaut a élaboré un programme d'actions et a mis en place un réseau de mesures pour apprécier les résultats concrets de la coopération en faveur de l'Escaut. Opérationnel depuis 1998, le réseau de mesures de la qualité de l'Escaut est animé par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. Ce réseau répond aux exigences de la Directive-Cadre sur l'Eau, qui demande la coordination internationale des mesures et des plans envisagés pour chacun des Districts Internationaux.

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

200 rue Marceline - B.P. 818 - 59508 Douai Cedex

Tél. : 03 27 99 90 00 - Fax : 03 27 99 90 15

www.eau-artois-picardie.fr

LES EMPLOIS DE L'ÉCOLOGIE

Le développement des PME-PMI françaises est l'un des atouts majeurs pour l'économie et l'emploi de notre pays. Ce développement doit intégrer de manière de plus en plus marquée, dans l'organisation, comme dans la production et les services de ces entreprises, la protection de l'environnement, la maîtrise des consommations énergétiques et plus généralement le développement durable.

Bien qu'ils soient conscients de l'intérêt qu'il y a à disposer de compétences environnementales dans leurs entreprises, les dirigeants de PME-PMI éprouvent des difficultés à recruter des jeunes diplômés, qui pourraient leur apporter les connaissances qui leur font défaut.

Afin d'inciter et d'aider les PME-PMI à embaucher des jeunes diplômés spécialisés dans les métiers de l'environnement, le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable a créé le dispositif "Les emplois de l'écologie". Doté d'un budget de 20 millions d'Euros, ce dispositif devrait permettre de financer le recrutement de 1.000 jeunes cadres diplômés, dans les métiers de l'environnement.

Concrètement, dès le 1^{er} mars 2005, toute entreprise, de moins de 250 salariés et réalisant un chiffre d'affaires de moins de

50 millions d'Euros, pourra percevoir - dans la limite de 30.000 Euros - une aide équivalente à 50 % des coûts salariaux (salaires + charges) engendrés par l'embauche à durée indéterminée d'un jeune diplômé en environnement, dans une fonction structurante.

Outre l'incitation à proposer leur premier emploi aux jeunes diplômés dans les domaines de l'écologie et du développement durable, cette aide a également vocation à donner plus de moyens aux entreprises pour innover ou s'engager plus avant dans la protection de l'environnement et la prévention.

Cette aide, dont l'impact sera évalué au bout d'un an, afin de décider de sa reconduction ou de sa modification, entend compléter les dispositifs précédents, qui avaient vocation à favoriser l'insertion des jeunes moins qualifiés.

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**
20 avenue de Ségur - 75302 Paris 07 SP
Tél. : 01 42 19 20 21 - Fax : 01 42 19 11 23
www.ecologie.gouv.fr

LE BRGM CERTIFIÉ ISO 9001 - VERSION 2000 POUR L'ENSEMBLE DE SES ACTIVITÉS

Le BRGM, établissement public de recherche et d'expertise de référence dans le domaine des géosciences, vient d'obtenir, pour l'ensemble de ses activités en France et à l'étranger ainsi que pour ses 29 structures décentralisées, la certification AFAQ ISO 9001, version 2000.

Conformément aux engagements de son contrat d'objectif (2001-2004) avec l'État, le BRGM a mis en place, à partir de mars 2002, un projet de certification qualité dont l'objectif prioritaire était de définir un système de management de la qualité, principalement destiné à accroître la satisfaction de ses partenaires et de ses clients, en optimisant l'utilisation de l'ensemble de ses ressources. Ainsi, pour les projets de recherche de la Communauté Européenne (PCRD) et les appels d'offres, la certification qualité constitue un atout de premier ordre.

Cette certification a été obtenue le 22 décembre 2004, après une mobilisation de l'ensemble des 860 salariés du BRGM durant deux ans et demi, mobilisation qui se poursuit à travers des plans d'amélioration, afin d'accroître encore l'efficacité des équipes.

Ainsi, le BRGM est l'un des tout premiers établissements français de recherche et d'expertise à obtenir la certification AFAQ ISO 9001, version 2000, pour l'ensemble de ses activités, tant nationales qu'internationales.

BRGM
3, avenue Claude-Guillemain
BP 6009 - 45060 Orléans Cedex 2
Tel. +33 (0)2 38 64 34 34 - Fax +33 (0)2 38 64 35 18

LA SAGEP DEVIENT "EAU DE PARIS"



Dans le souci d'affirmer son identité et de faciliter la reconnaissance de son métier par les parisiens, la Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris (SAGEP) vient de changer de logo et de nom.

Depuis le 12 janvier dernier elle s'appelle "Eau de Paris".

A cette occasion, elle a mené, en partenariat avec la Mairie de Paris, une campagne d'information auprès des médias sur le thème : "l'eau du robinet a toutes les vertus d'une eau embouteillée : découvrez sa composition et apprenez à mieux la consommer".

En effet, si la moitié des parisiens boivent régulièrement l'eau de Paris, l'autre moitié la délaisse au profit d'eaux minérales ou de source.

Pourtant, l'eau de Paris, en moyenne trois cent fois moins chère que ces eaux, contient autant de minéraux, tels que le calcium, le magnésium, les bicarbonates.

C'est une eau dite neutre, équilibrée, qui est livrée à domicile, sans emballage, ne générant donc pas de déchets !

En mars, "Eau de Paris" mettra à disposition des parisiens une carafe permettant de prélever cette eau dans un contenant digne d'elle et diffusera, en partenariat avec la Mairie de Paris, un guide d'information sur l'eau du robinet.

EAU DE PARIS
9 rue Schoelcher - 75675 Paris Cedex 14
Tél. : 01 40 48 98 00 - Fax : 01 43 22 24 22
www.sagep.fr

"L'EAU ET L'AGRICULTURE DURABLE"

La raréfaction de la ressource en eau et la dégradation des milieux aquatiques posent, en France comme dans la plupart des pays du monde, la question de la durabilité des usages actuels et notamment celle des pratiques agricoles.

La gestion de l'eau constitue donc une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs engagés dans la restauration du bon état écologique des eaux continentales, objectif fixé par la Directive-Cadre sur l'Eau.

Pour faire le point sur les interactions entre la ressource en eau et les activités agricoles, le CEMAGREF organise, le 1^{er} mars 2005, un colloque sur le thème "Eau et agriculture durable : réduire à la source les prélèvements en eau et les contaminations".

Lieu d'échange et de débat, dix chercheurs interviendront au cours de deux sessions : "Quels équipements pour une agriculture propre ?" et "Economiser l'eau en irrigation".

Pour conclure, une table ronde "Restaurer la qualité et préserver la ressource en eau : quelles bonnes pratiques ?" confrontera les points de vue et les attentes des différents acteurs en présence : agriculteurs, scientifiques, Agences de l'Eau, fournisseurs de matériel d'irrigation, élus locaux, associations de protection de la nature et décideurs politiques.

Dominique Bussereau, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité, ouvrira ce colloque qui aura lieu au parc des expositions de Paris-Nord Villepinte.

CEMAGREF

Parc de Tourvoie, BP 44 - 92163 Antony Cedex
Tél. : 01 40 96 61 21 - Fax : 01 40 96 62 25
<http://www.cemagref.fr>

UN DÉLÉGUÉ INTERMINISTÉRIEL À L'AIDE DE LA FRANCE AUX ÉTATS AFFECTÉS PAR LE TSUNAMI

Le 18 janvier dernier, le Gouvernement a mis en place un Délégué Interministériel pour coordonner l'aide apportée par la France aux pays affectés par le tsunami du 26 décembre 2004. C'est M. Jean-Claude Mallet, Conseiller d'État, qui a été choisi pour exercer cette fonction.

Il est chargé d'animer et de coordonner l'action à court et moyen terme des services de l'État, en particulier dans les domaines de l'assistance humanitaire, de la prévention sanitaire, de la reconstruction et du développement. Sa tâche consistera notamment à veiller à la cohérence entre l'action de l'État, d'une part, et celle des Organisations Non Gouvernementales, des collectivités territoriales et des entreprises, d'autre part.

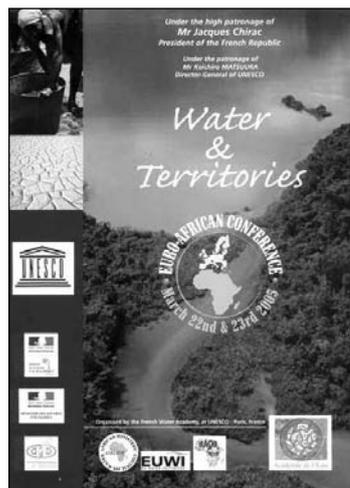
Il est en outre chargé de s'assurer de la diffusion de l'information sur l'action de l'État et les politiques publiques mises en oeuvre.

Pour mener à bien sa mission, il dispose du concours des différents ministères intéressés (Ministères des Affaires Étrangères, de la Défense, de la Santé, etc.). Ses moyens de fonctionnement sont pris en charge par le Ministère des Affaires Étrangères.

PREMIER MINISTRE

Hôtel de Matignon - 57, rue de Varenne - 75700 Paris
www.premier-ministre.gouv.fr

UNE CONFÉRENCE EURO-AFRICAINNE SUR LE THÈME "EAU ET TERRITOIRES"



L'Académie de l'Eau organise, à Paris, les 22 et 23 mars 2005, pour la Journée Mondiale de l'Eau et le lancement d'une nouvelle Décennie de l'Eau des Nations Unies, une Conférence Euro-Africaine sur le thème "Eau et Territoires", dans la continuité du 3^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Kyoto de mars 2003, et dans la perspective du 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau, prévu à Mexico en mars 2006.

Cette démarche s'inscrit dans la composante GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) de l'Initiative Européenne sur l'Eau, dont le pilotage a été

confié à la France. Elle se situe également dans les suites données par la France au rapport Camdessus sur le financement des infrastructures hydrauliques. Elle traduit enfin les préoccupations issues des travaux du G8.

L'objectif général de la Conférence est de permettre aux responsables européens et africains des domaines de la gestion de l'eau et de la gestion des territoires urbains ou ruraux, d'échanger leurs expériences de terrain, sur l'intégration de la gestion de l'eau et la gestion du territoire.

Cette conférence sera structurée au travers de trois sessions thématiques : "Gestion Intégrée et Développement Durable", "Dimension Socio-Culturelle de l'Eau et des Territoires", "Des Indicateurs pour un Meilleur Suivi des Opérations".

Il s'en suivra un échange et un partage de connaissances et d'expériences entre tous les participants du Nord comme du Sud, mettant en évidence les points forts et les manques, afin d'en tirer les enseignements utiles et pratiques et dégager ainsi des axes d'action opérationnels pour améliorer, aussi rapidement et concrètement que possible, la gestion du couple eau et territoires.

Monsieur Jean-François Donzier, Directeur Général de l'Office International de l'Eau, interviendra le 23 mars pour présenter la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et l'Initiative Européenne pour l'Eau.

Les actes de cette conférence permettront de proposer un guide stratégique, qui sera présenté lors du 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Mexico, en mars 2006, en lien avec le Conseil Mondial de l'Eau et le Partenariat Mondial pour l'Eau.

Cette conférence se tiendra à Paris au siège de l'UNESCO.

ACADÉMIE DE L'EAU

51 rue Salvador Allende - 92027 Nanterre Cedex
Tél. : 01 41 20 18 56 - Fax : 01 41 20 16 84
www.oieau.fr/academie

ANN VENEMAN NOMMÉE À LA TÊTE DE L'UNICEF



Kofi Annan, le Secrétaire Général des Nations Unies, a annoncé le 18 janvier dernier la nomination de Ann Veneman, Secrétaire américaine à l'agriculture, au poste de Directrice Générale du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), en remplacement de Carol Bellamy, dont le second mandat prendra fin en avril.

Ann Veneman a consacré, en tant que Secrétaire à l'agriculture des USA, "beaucoup d'énergie" à la lutte contre la faim dans le

monde, "cherchant de nouvelles techniques agricoles pour nourrir ceux qui souffrent de la faim" et "apportant ainsi une importante contribution au premier des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement", "elle a toujours soutenu fermement les programmes visant à faire progresser le bien-être des enfants, dans son pays comme à l'étranger" a indiqué le Secrétaire Général.

Ann Veneman prendra ses fonctions le 1^{er} mai 2005.

UNICEF
www.unicef.org

HYDROTOP 2005 : LE CARREFOUR EURO-MÉDITERRANÉEN DE L'EAU

Les 15, 16 et 17 mars prochains, Marseille accueillera l'édition 2005 du Salon HYDROTOP, qui permettra aux acteurs de l'eau d'aborder et de débattre de thèmes d'actualité et d'avenir relatifs à la gestion de l'eau dans l'espace euro-méditerranéen. En parallèle au Colloque Scientifique et Technique, se déroulera une Convention d'Affaires, qui permettra aux participants Méditerranéens et Européens de multiplier, de diversifier et d'intensifier leurs affaires et leurs partenariats.

Le SEMIDE est partenaire de cet événement.

ASIEM / HYDROTOP
Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.3
13002 Marseille
Tel. : 04 91 59 87 87 - Fax : 04 91 59 87 88
www.hydrotop.com/

LES "PEID" ADOPTENT LA "DÉCLARATION DE MAURICE"

Alors que les populations des Petits États Insulaires en Développement (PEID) viennent d'être gravement touchés par une catastrophe naturelle sans précédent, s'est tenue à Maurice la Réunion Internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'Action pour le Développement Durable des Petits États Insulaires en Développement (Barbade+10).

A l'issue de cette rencontre, les représentants du monde entier présents à Port-Louis ont adopté la "déclaration de Maurice", par laquelle ils réaffirment leur engagement à appuyer les efforts des Petits États Insulaires en Développement pour le Développement Durable.

Devant les conséquences tragiques, dans l'Océan Indien, du séisme et du raz-de-marée, ainsi que de la saison des ouragans dans les

Caraïbes et le Pacifique, une attention particulière a été portée au thème de la prévention des risques naturels dans les PEID.

Les pays représentés ont notamment souligné la nécessité de mettre au point et de renforcer la prévention efficace des risques de catastrophe, les systèmes d'alerte rapide, les secours d'urgence et les capacités de redressement et de reconstruction.

RÉSEAU DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT
2 United Nations Plaza, DC2 - 2020 - New York, NY 10017
Fax : (917) 367-3391
www.sidsnet.org

KOBÉ ADOPTE UN PLAN CONTRE LES CATASTROPHES NATURELLES



La Conférence Mondiale des Nations Unies sur la prévention des catastrophes s'est achevée à Kobe, au Japon, le 22 janvier 2005, avec l'adoption d'un plan décennal visant à lutter contre les catastrophes naturelles. Le "Cadre d'action de Hyogo pour

2005 - 2015" appelle les pays à placer la gestion des catastrophes au centre des politiques nationales, à améliorer la capacité des pays exposés aux catastrophes naturelles à affronter les risques et à investir dans les mesures préventives.

Un Programme International d'Alerte Rapide (IEWP) a été lancé lors de la Conférence, afin d'améliorer la préparation des pays à tous les types de catastrophes naturelles et, plus particulièrement, aux sécheresses, feux de forêt, inondations, cyclones, ouragans, glissements de terrain, éruptions volcaniques et tsunamis.

Cette initiative des Nations Unies souligne l'importance que constituent, en matière de prévention des catastrophes, la sensibilisation des populations et les systèmes d'alerte rapide.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
1 United Nations Plaza - New York, NY 10017 - USA
www.un.org

LE RIOB SE MOBILISE DÈS 2005 POUR PRÉPARER LE IV^{ÈME} FORUM MONDIAL DE MEXICO

Le IV^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU se tiendra à Mexico DC - Centre des Congrès BANAMEX (Mexique) - du 16 au 22 mars 2006 et sera, comme pour les versions précédentes de Marrakech (1997), La Haye (2000) ou Kyoto (2003), le point de rencontre de tous les acteurs du secteur de l'eau du monde entier.

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), qui regroupe aujourd'hui 153 membres ou observateurs permanents de 52 pays, ainsi que la plupart des Commissions Internationales ou Organisations de Bassins Transfrontaliers, va être un partenaire dynamique de cet événement et de sa phase de préparation en 2005.

C'est bien sûr sur le thème de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle des bassins des fleuves, des lacs et des aquifères, que le RIOB peut apporter l'expérience concrète acquise par ses membres sur le terrain.

La spécificité du Réseau est en effet de réunir les Organisations Gouvernementales et de Bassins, qui sont réellement en charge de la définition et de la mise en oeuvre de la politique de l'eau dans leurs pays respectifs : loin des discours académiques, les membres du RIOB sont responsables directement de la gestion de l'eau et sont confrontés aux réalités quotidiennes que cela implique et à la préparation de l'avenir.

Mieux que quiconque, ils connaissent les enjeux et les difficultés à résoudre localement dans chaque bassin et s'engagent pour conduire les actions qui leur paraissent nécessaires, tant sur le plan de l'application des réglementations, que de la mobilisation des financements et de la conduite des projets ou pour le dialogue et la participation des usagers et de tous les citoyens concernés.

Depuis plus de 10 ans, au sein du RIOB, ils échangent entre eux afin d'identifier et diffuser les approches les plus utiles et efficaces, mais aussi sensibiliser les décideurs aux difficultés rencontrées.

Au sein du Réseau, les partenaires se sont organisés au niveau régional, africain, américain, asiatique, européen et méditerranéen, afin de resserrer leurs liens de proximité et prendre en compte toutes les diversités de situations locales et régionales.

En Europe, la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE) est évidemment le grand chantier qui mobilise les partenaires du RIOB dans les 25 États-Membres de l'Union Européenne et les Pays candidats ou associés, tant elle reprend l'essentiel des principes de gestion formalisés par notre Réseau, depuis une décennie.

Le RIOB a proposé aux Autorités mexicaines et au Conseil Mondial de l'Eau d'organiser une session sur la participation du public et des usagers de l'eau dans la gestion des bassins, le 18 mars 2006 à Mexico, dans le cadre du thème "GIRE" du IV^{ÈME} Forum Mondial.

Afin de préparer cette session et de mobiliser ses membres, le RIOB prévoit en 2005 trois grandes réunions préparatoires régionales :

- ① en juin à Marrakech (Maroc) pour le Bassin de la Méditerranée : avec l'Assemblée Générale du REMOB,
- ② du 29 septembre au 1^{er} octobre à Namur (Wallonie - Belgique), avec la 3^{ème} Assemblée du "Groupe des Organismes de Bassins Européens pour l'Application de la Directive-Cadre",
- ③ en novembre à Niamey (Niger) lors de la 2^{ème} Assemblée Générale du Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB).

Le RIOB participera en outre à la Conférence Internationale sur l'Eau en Asie Centrale, les 30 et 31 mai 2005 à Dushambe (Tadjikistan), ainsi qu'à l'Initiative de l'UNESCO et de l'Académie Internationale de l'Eau de Norvège sur la résolution des conflits sur les eaux partagées, début novembre à Oslo.

Des contacts sont en cours avec nos collègues japonais pour la consolidation du Réseau Asiatique des Organismes de Bassin.

En liaison avec le Conseil de l'Europe, le Secrétariat International de l'Eau et Solidarité-Eau-Europe, le RIOB sera également partenaire de la semaine consacrée à l'approche citoyenne de la gestion de l'eau, à Strasbourg (France), du 17 au 21 octobre 2005.

**¡ Nos idées progressent, mobilisons-nous
pour faire connaître nos résultats à Mexico !**

RÉSEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE BASSIN

Secrétariat Technique Permanent
21, rue de Madrid - 75008 Paris
Tél. : 01 44 90 88 60 - Fax : 01 40 08 01 45
riob2@wanadoo.fr
www.riob.org

THE SECRETARIAT OF THE 4TH WORLD WATER FORUM

Insurgentes Sur 2416, 4th floor South Wing
Copilco 04340, Mexico City - MEXICO
Tél. : (+52 55) 5174 4480 - Fax : (+52 55) 5174 4475
http://www.worldwaterforum4.org.mx

WFD-COMMUNITY

Pour faciliter la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau, le projet "WFD-Community" consiste à tester un nouveau mode de formation de jeunes professionnels travaillant dans des Organismes de Bassin en s'appuyant sur une communauté virtuelle d'apprentissage.

Il s'agit :

- de la création d'un lieu virtuel de formation sur Internet,
- d'un tutorat entre professionnels juniors et seniors,
- d'échanges des connaissances à distance sur le Web,

- d'occasions de rencontres virtuelles permanentes, en dehors des événements organisés par le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB),
- d'un scénario pédagogique, basé sur les échanges entre collègues de travail.

L'infrastructure informatique s'est mise en place et l'expérimentation va pouvoir démarrer au premier trimestre 2005, grâce à des volontaires.

Si vous souhaitez participer au projet, contactez-nous :
n.jacquin@oieau.fr

CONSOMMATIONS D'EAU : BILAN ET PERSPECTIVES EN LOIRE-BRETAGNE

La nécessité de réduire les consommations d'eau dans la plupart des usages fait l'objet d'un consensus parmi les acteurs concernés, tant pour des motifs environnementaux qu'économiques. L'expérience montre que ceux qui s'y sont essayé ont obtenu des résultats concluants, dans différents secteurs d'activité : habitat, collectivités, secteur tertiaire, etc.

Pourtant, tout le monde bute encore sur le même écueil : l'absence de données de référence. Quels sont les potentiels d'économie des divers secteurs ? quelles sont les actions les plus efficaces ? Une consommation est-elle dans la moyenne ou peut-elle être sensiblement réduite ? ...

C'est pour apporter des réponses à ce type de questions que l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne a confié à l'Office International de l'Eau une étude qui poursuit deux objectifs principaux :

- dresser un bilan des actions menées dans le bassin, depuis une douzaine d'années, notamment en Bretagne.

Il s'agit de déterminer si les résultats ont atteint les objectifs initiaux, et de tirer le maximum d'enseignements de ces expériences.

Ces informations seront principalement réunies par un travail d'enquête et d'entretien ;

- estimer les potentiels d'économies par secteurs d'activités, notamment dans le tourisme.

Pour ce second volet, un effort particulier sera mis sur la collecte de données tous azimuts : enquêtes, bibliographie, déclarations d'experts, statistiques, etc. afin d'établir des estimations sur la base de recoupements entre ces diverses sources.

Sur la base des résultats obtenus, un argumentaire technique et économique sera construit, à destination des élus, principalement, sous la forme d'un kit d'information composé de fiches et d'études de cas. Il s'agit en effet de capitaliser les résultats obtenus pour mettre en évidence le bien-fondé d'actions d'économies d'eau.

Cette étude sera reliée au site internet dédié aux consommations d'eau que l'Office International de l'Eau a conçu et anime depuis juin 2004 : www.carteleau.org/conso-eau.

UNE BASE DE DONNÉES EUROPÉENNES SUR LES ÉMISSIONS DANS L'EAU

Pilote de la tâche "émissions vers l'eau", pour le compte du Centre Thématique Eaux de l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE), l'Office International de l'Eau a poursuivi en 2004 la collecte des données auprès des Bassins et des Etats-Membres volontaires de l'Union Européenne.

L'année 2003 avait permis de montrer l'intérêt et la souplesse de l'outil de stockage des données d'émissions mis au point pour permettre une intégration rapide du nouvel outil. Celui-ci a été développé selon les concepts utilisés pour la gestion de l'ensemble des données du Centre Thématique Eaux (CTE), regroupées dans une "European Waterbase".

L'OIEau a modernisé cet outil, pour le porter sur Internet en accès protégé, restreint pour le moment aux seuls membres du CTE. Ce site utilise les techniques les plus modernes de cartographie, permettant de créer soi-même sa propre carte et d'accéder aux données.

En parallèle, la nécessité de pouvoir estimer les émissions des sources non répertoriées, et plus largement toutes les sources peu renseignées, nous a conduit à développer une table des facteurs d'émissions, associés à leur grandeurs caractéristiques et à la bibliographie correspondante.

Enfin, l'OIEau a contribué à une étude prospective des évolutions de l'assainissement en Europe à l'horizon 2020.

Parmi les autres tâches confiées par le CTE, l'OIEau a mis à jour, comme chaque année, les fiches eau de la base "Reporting Obligations Database - ROD". Cette base de l'AEE rassemble l'ensemble des obligations de rapportage européen et international découlant des engagements des Etats-Membres.

Les éléments sont disponibles sous forme de fiches synthétiques, donnant notamment accès aux textes des Directives, aux guides et formats de collecte, aux échéances et aux informations utiles. Cet outil est utilisé par l'AEE pour alerter tous les responsables nationaux du rapportage de l'approche d'une échéance.

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - DI2DE
15 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48
snide@oieau.fr
www.oieau.fr

Nos Stages de Formation pour mars, avril et mai 2005

DATE	REF.	TITRE
14-18/03/05	C017	Etude hydraulique : pompage et distribution - Niveau 2
14-18/03/05	F019	Initiation à l'assainissement : réseau et station d'épuration
14-18/03/05	I006	Maintenance des stations de pompage
14-18/03/05	N007	Détoxification des effluents
15-16/03/05	B011	Sécurité chlore : intervention et échanges des bouteilles de chlore
15-16/03/05	G006	Traitement des nappes polluées
21/03/05	E040	Assainissement non collectif pour l'entrepreneur Bases techniques et réglementaires
21-23/03/05	S003	Evaluation de la qualité des milieux aquatiques et du bon état écologique
21-25/03/05	E009	Mise en oeuvre et suivi des chantiers d'assainissement
21-25/03/05	F025	Exploitation des stations d'épuration pour petites collectivités
21-25/03/05	N010	Exploitation d'une station d'épuration biologique - niveau I
21-25/03/05	F014	Filières de traitement et valorisation des boues de station d'épuration
22-24/03/05	E027	Signalisation temporaire des chantiers
22-25/03/05	N015	Initiation aux techniques de production d'eau industrielle
22-25/03/05	I005	Maintenance des équipements mécaniques des petites stations d'épuration
22-25/03/05	B020	Traitement et contrôle des eaux de piscines
23-25/03/05	S008	Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) : mode d'emploi
30-31/03/05	G001	Contrôles en maîtrise d'oeuvre - Forages d'eau
4-5/04/05	S004	SEQ-Eau pour les cours d'eau
4-6/04/05	E044	Inspection visuelle des réseaux : gestion du patrimoine et expertise
4-8/04/05	A002	Analyses d'une eau potable pour l'autocontrôle - niveau 2
4-8/04/05	C010	Recherche de fuites et de canalisations enterrées
4-8/04/05	E006	Exploitation des réseaux d'assainissement - Module I
4-8/04/05	F006	Nitrification, dénitrification et déphosphatation
4-8/04/05	H031	Conception des stations de pompage - niveau I : génie civil
4-8/04/05	N026	Dimensionnement de stations d'épuration à boues activées en agro-alimentaire
5-7/04/05	B024	Exploiter les unités de neutralisation
5-8/04/05	B002	Exploitation d'un poste de désinfection des eaux au chlore et au dioxyde de chlore
6-8/04/05	S005	Hydrobiologie des eaux douces et le SEQ-Bio
11-15/04/05	C025	Nettoyage et désinfection des ouvrages d'eau potable
11-15/04/05	E001	Dimensionnement des réseaux d'assainissement - niveau I
11-15/04/05	E008	Les recommandations du fascicule 70 pour la réalisation des réseaux d'assainissement
11-15/04/05	F002	Boues activées - niveau 2 - module : mesures et diagnostics
11-15/04/05 30/05-3/06/05	I001	Comprendre et exploiter les installations électriques dans les usines d'eau
11-15/04/05	L002	Installer, câbler et entretenir une chaîne de mesure
12-14/04/05	C019	Préparation de la qualification à la maintenance des disconnecteurs
18-22/04/05	B029	Désinfection de l'eau
18-22/04/05	C001	Exploiter les réseaux d'eau potable - niveau I - module I
18-22/04/05	E033	Bassin de retenue d'eau pluviale : conception, dimensionnement et entretien
18-22/04/05	F001	Exploitation d'une station d'épuration - niveau I

DATE	REF.	TITRE
18-22/04/05	K034	Eau et assainissement : responsabilités des collectivités
19-21/04/05	S010	Suivi de chantier en rivière
25-28/04/05	C043	Diagnostic des réseaux intérieurs : légionnelles et retours d'eau
25-29/04/05	C009	Stratégie et organisation de la recherche de fuites
25-29/04/05	C037	Lecture et exploitation des plans de réseaux
25-29/04/05	E013	Réhabilitation des réseaux d'assainissement non visitables
25-29/04/05	H032	Conception des stations de pompage : niveau 2 - fonctionnement hydraulique
25-29/04/05	I002	Maintenance des équipements de distribution de l'énergie électrique
26-28/04/05	G004	Exploitation et maintenance d'une installation de pompage immergée
26-29/04/05	A011	Toxicité-écotoxicité
03-04/05/05	C044	Reconduction de la qualification à l'électrosoudage du tube polyéthylène
03-04/05/05	G002	Diagnostic, vieillissement et réhabilitation d'un forage d'eau
09-11/05/05	E045	Inspection visuelle des réseaux : stage pratique
09-13/05/05	B001	Exploitation des usines de production d'eau potable - niveau I
09-13/05/05	B018	Correction de la minéralisation : eaux agressives, eaux entartrantes
09-13/05/05	C002	Exploiter les réseaux d'eau potable - niveau I - module 2
09-13/05/05	C014	Pose du tube polyéthylène en distribution d'eau potable
09-13/05/05	E005	Connaître le fonctionnement hydraulique des réseaux d'assainissement
09-13/05/05	E014	Techniques alternatives en assainissement pluvial
09-13/05/05	F002	Boues activées - niveau 2 - module : mesures et diagnostics
09-13/05/05	F004	Gestion technique d'une station d'épuration 2 ^{ème} partie du 20 au 24/06
09-13/05/05	F019	Initiation à l'assainissement : réseau et station d'épuration
09-13/05/05	N010	Exploitation d'une station d'épuration biologique - niveau I
09-13/05/05	S014	Biosurveillance des rejets
10-12/05/05	I015	Maintenance des stations gérées par automate programmable
10-13/05/05	A013	Les eaux chaudes sanitaires : maîtrise et gestion des risques

Bulletin de Réservation (à faxer au 05 55 11 47 01)

STAGE CONCERNE

Référence :

Intitulé du stage :

Dates :

PARTICIPANT

Nom et Prénom :

Fonction :

Service :

Téléphone :

E-mail :

Télécopie :

SOCIETE

Adresse :

Téléphone :

E-mail :

Télécopie :



N° SIRET :

Code APE :

Les "Convention-Convocation-Facturation" sont à adresser :

à l'adresse ci-contre

à l'organisme suivant :

N° SIRET :

Code APE :

A M. ou Mme :

Fait à : Signature

Le : et cachet

Le détail de ces formations ainsi que le calendrier des stages 2005 est disponible sur le Web : <http://www.oieau.org/stages>

Demandez le Catalogue 2005 !

Office International de l'Eau - Le CNFME - 22 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 00 - Fax : 05 55 11 47 01 - E-mail : stages@oieau.fr

Notre sélection ...

DATE	LIEU	THEMES	CONTACT
1/03/05	Paris France	Eau et Agriculture Durable	SIMA Villepinte - CEMAGREF http://www.simaonline.com
7-10/03/05	UNESCO - Paris France	Transboundary Aquifers	UNESCO - PHI http://www.unesco.org/water/ihp
14-18/03/05	Santiago Chili	Efficient2005 3 rd International Conference on Efficient Use & Management of Water	International Water Association www.efficient2005.com
15-17/03/05	Marseille France	HYDROTOP 2005	HYDROTOP www.hydrotop.com
16/03/05	Joué les Tours France	2 ^{èmes} Assises Nationales de l'Assainissement Non Collectif	Réseau Idéal - Florence Lievyn f.lievyn@reseau-ideal.asso.fr
17-20/03/05	Charm el-Cheikh Egypte	9 ^{ème} Conférence Internationale sur les Technologies de l'Eau	Association égyptienne des technologies de l'eau (EWTA) www.unesco.org/
22/03/05	Paris France	Sous-Alimentation, et Accès à l'Eau	M.U.R.S. Tél. : 01.47.03.38.21 - Fax : 01.47.03.387.22
22-23/03/05	St. Petersburg Russie	6 th International Baltic Sea Day	HELCOM http://www.helcom.fi
22-23/03/05	UNESCO - Paris France	"Eau et Territoire" Conférence euro-africaine	Académie de l'Eau http://www.academie-eau.org - trognon.johanna@aesn.fr
25/03/05	Paris France	Développement Durable et Organisations	Université Paris Dauphine http://www.dauphine.fr - pmani@noos.fr
29/03-01/04/05	Bordeaux France	Les Poissons Migrateurs Amphihalins d'Europe :	Réseau européen Diadfish www.diadfish.org/index.html
30-31/03/05	Pau France	Les Entretien de l'Environnement sur l'Eau	APESA www.apesa.asso.fr
03-09/04/05	Foz do Iguazu Brésil	VII ^e Assemblée Scientifique de l'AISH	AISH www.cig.ensmp.fr/~iahs/Foz/FozProgram.htm
04-08/04/05	Clermont-Ferrand France	Aménager l'Espace Rural pour limiter la Pollution des Eaux	ENGREF Tél. : 04 73 44 07 17 - www.engref.fr
06-08/04/05	Buenos Aires Brésil	Un Enfoque Integrado para la Gestión Sustentable del Agua. Experiencias en zonas húmedas	CYTED www.cytmed.org
06-08/04/05	Montréal Canada	L'éco-ville : moteur de solutions environnementales durables	Réseau Environnement www.americana.org
07-08/04/05	New York USA	New currents in Conserving Freshwater Systems	American Museum of Natural History New York City http://cbc.amnh.org/symposia/freshwater/
11/04/05	Blyes France	Espaces de Liberté, de Rétenion, de bon Fonctionnement : des outils pour une gestion équilibrée des cours d'eau	GRAIE www.zabr.org rubrique « actualités »
11-13/04/05	Algarve Portugal	3 rd International Conference on Water Resources Management	WESSEX INSTITUTE OF TECHNOLOGY www.wessex.ac.uk/conferences/2005
12-13/04/05	Cranfield U.K.	3 rd International Conference on Water and Wastewater Pumping Stations	BRH Group www.bhrgroup.com/confsite/wp05home.htm
20-21/04/05	Barcelone Espagne	Journées Franco-Catalanes sur l'Eau	Ambassade de France - SST Barcelone alexandre.wahl@sst-bcn.com

L'agenda complet des événements est consultable sur le Web
<http://eaudoc.oieau.org>

AICVF : UNE NOUVELLE RECOMMANDATION RELATIVE À L'EAU CHAUDE SANITAIRE

L'Association des Ingénieurs en Climatologie, Ventilation et Froid (AICVF) vient de publier une nouvelle recommandation concernant l'eau chaude sanitaire "ECS-02/2004". Après une présentation des systèmes de production et de distribution d'eau chaude sanitaire, cette publication fournit d'utiles précisions pour le dimensionnement de ces installations et l'évaluation des consommations prévisionnelles. Elle rappelle les normes et réglementations en vigueur et évoque la RT 2005, la directive performance énergétique des bâtiments, le risque légionellose, la maîtrise de l'énergie et la relance des énergies renouvelables.

Cet ouvrage s'adresse particulièrement aux ingénieurs et techniciens, il est disponible à la vente à l'AICVF au prix de 42 euros TTC.

ASSOCIATION DES INGÉNIEURS EN CLIMATIQUE, VENTILATION ET FROID

66 rue de Rome - 75008 Paris

Tél. : 01 53 04 36 10 Fax : 01 42 94 04 54

www.aicvf.org/

IFEN : LA PERCEPTION SOCIALE DES RISQUES NATURELS

Le numéro 99 des "Données de l'Environnement" publié le 17 janvier par l'Institut Français de l'Environnement (Ifen) livre les résultats d'une enquête sur la perception sociale des risques naturels par les Français, réalisée par le Crédoc en janvier 2004.

Majoritairement, les Français ne pensent pas être exposés, là où ils habitent, à des risques naturels. En effet, quand on les interroge, 62 % affirment ne pas habiter dans un secteur soumis à des risques naturels. Mais 21 % ne savent pas répondre. Parmi une dizaine d'événements possibles, 27 % des répondants citent les tempêtes comme le premier phénomène pouvant les menacer dans leur région, devant les inondations (17 %) et la sécheresse (13 %).

Cette étude montre également que le sentiment de risque varie selon les régions. Ainsi 39 % des personnes interrogées dans la région méditerranéenne déclarent habiter dans un secteur exposé, contre 17 % en moyenne nationale. Les risques auxquels les Méditerranéens se sentent le plus exposés dans leur région sont les inondations, les incendies de forêts et les tremblements de terre. A l'opposé, les habitants de l'Île-de-France s'estiment relativement peu soumis aux risques naturels.

Interrogés sur les origines des catastrophes naturelles et sur les facteurs qui augmentent leurs impacts, les répondants considèrent que les activités humaines (l'urbanisation et, à moindre titre, l'agriculture intensive) peuvent avoir une influence. Ils demeurent malgré tout mesurés quand il s'agit de se prononcer sur les origines possibles de la répétition récente des catastrophes naturelles. Ainsi les répondants pensent majoritairement que les catastrophes naturelles sont des phénomènes qui ont toujours existé.

C'est avant tout aux instances publiques que les personnes interrogées confient la responsabilité d'agir pour la protection contre les risques naturels : 34 % pensent en premier à l'État, puis aux autorités publiques locales comme la commune (18 %), le département (16 %) et la région (12 %). Les opérateurs privés (assureurs, professionnels du logement) ne sont guère cités comme des intervenants potentiels.

IFEN

61, boulevard Alexandre Martin - 45058 Orléans

Tél. : 02 38 79 78 78 - Fax : 02 38 79 78 70

www.ifen.fr/

LE BRGM LANCE UNE NOUVELLE REVUE : "GÉOSCIENCES"



Le BRGM vient d'éditer le premier numéro de "Géosciences", revue de référence traitant des géosciences dans leur apport à la société. D'un concept nouveau, "Géosciences" se veut un carrefour de différentes réflexions, de recherches diverses et d'enjeux primordiaux.

Rédigée par des spécialistes français ou étrangers reconnus (chercheurs, scientifiques, économistes, ...), la revue se propose de jeter un éclairage particulier sur les sciences de la terre et faire le point sur les principales

avancées des recherches et expertises venant en appui aux politiques publiques.

Elle entend toucher un lectorat bien plus vaste que la seule communauté scientifique et questionner les partenaires du BRGM que sont les gestionnaires de territoires, le monde économique, associatif, les acteurs sociaux : tous ceux pour qui le développement durable constitue un véritable enjeu de société. Ainsi, le langage employé est commun au plus grand nombre ; chercheurs, élus, citoyens, tous peuvent s'approprier un débat largement ouvert et se forger ainsi leurs propres jugements.

Le premier numéro de "Géosciences" est consacré aux Ressources minérales.

Les articles, destinés principalement à toucher le lectorat francophone, comportent un résumé en anglais. En outre, quelques articles en langue anglaise rédigés par des spécialistes étrangers viennent enrichir la connaissance et étayer la réflexion. Enfin, points de vues croisés, chiffres clés et brèves du BRGM viennent compléter ce numéro.

Richement illustré de schémas, images virtuelles et photographies, "Géosciences" se distingue par une iconographie abondante à la fois pédagogique et esthétique. Une maquette aérée et de qualité vient renforcer l'attrait de cette revue.

La revue paraîtra deux fois par an et abordera les principales thématiques des géosciences, ainsi que leur apport à la prise en compte des grands sujets de société. Le numéro 2, qui sortira fin juin 2005, sera consacré à l'eau souterraine.

Cette nouvelle revue est accessible sur le site Internet du BRGM.

BRGM

3, avenue Claude-Guillemain - BP 6009 - 45060 Orléans

Tél. : 02 38 64 34 34 - Fax : 02 38 64 35 18

www.brgm.fr

LES MALADIES HYDRIQUES LIEES A DES CONTAMINATIONS MICROBIENNES

En Septembre 2004, l'OMS a publié des directives révisées pour l'eau de boisson afin de prévenir les flambées de maladies hydriques. " Ces directives s'appliquent autant aux systèmes d'approvisionnement en eau des villes d'Amérique du Nord qu'aux puits protégés des pays en développement. Cette nouvelle approche exhorte toutes les parties à travailler sur l'approvisionnement et le contrôle de l'eau de boisson afin de faire diminuer les flambées de maladies hydriques." a déclaré le Dr Kerstin Leitner, Sous Directeur général de l'OMS pour le développement durable.

Ces maladies peuvent avoir pour origine des composés qui, à plus ou moins forte dose, constituent un danger pour la santé humaine tels que l'arsenic, le plomb ou le fluor. L'eau peut également être responsable de la transmission de maladies infectieuses lorsqu'elle est contaminée par des agents pathogènes. Nous ne nous intéresserons qu'à ce dernier cas dans le présent dossier thématique.

Ce type de maladies hydriques est souvent associé aux pays en voie de développement où les conditions d'hygiène ne sont pas toujours respectées. Cependant, les pays européens ne sont pas à l'abri.

Ainsi entre 1988 et 2002, la Norvège a enregistré 72 épisodes, qui ont touché plus de 10 000 personnes, dus à une contamination de l'eau et/ou à une insuffisance de la désinfection.

Le Royaume-Uni a signalé 26 flambées de maladies intestinales infectieuses liées à l'eau en Angleterre et au Pays de Galles entre 1992 et 1995 ; l'épisode le plus important ayant touché 575 personnes (source : OMS).

Ces maladies hydriques peuvent être provoquées par :

- des bactéries survivant dans l'eau telles que le choléra, les salmonelles, l'Escherichia coli. Cette dernière est responsable d'un épisode mortel de contamination en mai 2000 à Walkerton (Ontario) causant le décès de 7 personnes et rendant 2500 autres malades,
- des bactéries pathogènes se développant dans l'eau telles que les pseudomonas, les aeromonas, les légionelles, les campylobacter (responsables de 5 à 14% des diarrhées dans le monde (source : OMS)) ou encore les clostridium. Un dossier du mois dédié aux légionelles est disponible en ligne pour les abonnés sur Eaudoc (<http://eaudoc.oieau.fr>),
- les parasites ou protozoaires : gardia, Entamoeba histolytica et cryptosporidium,
- les virus tels que Chlamydia trachomatis (360 millions de cas de trachome par an).

Nous vous proposons dans ce dossier thématique une sélection des publications les plus récentes sur le thème des maladies hydriques.

Pour commander ces documents à l'aide de leur côté ddd : eaudoc@oieau.fr ou en ligne sur <http://eaudoc.oieau.fr>.

Retrouvez les nouvelles références intégrées dans Eaudoc, tous thèmes confondus, sur notre site : <http://eaudoc.oieau.fr> dans la rubrique " Actualités / nouvelles références biblio (accès réservé aux abonnés après identification). Vous pouvez aussi recevoir ce recueil sur votre messagerie : pour cela, contactez-nous : eaudoc@oieau.fr.

THE SEARCH FOR CRYPTOSPORIDIUM OOCYSTS AND GIARDIA CYSTS IN SOURCE WATER USED FOR PURIFICATION

67/27084

Assessment of Cryptosporidium and giardia by different methods in source water - Best results are obtained when the turbidity (caused by organic or inorganic debris) is controlled. - © 2005 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, GRUNDLINGH M., WATER SA, 2004, 581-584

Pour public averti

EAU POTABLE : PIEGER LES PATHOGENES

67/26904

Emergence de nouvelles bactéries et virus dans l'eau de boisson entraînant la multiplication des épidémies entériques. Systèmes de prévention mis en place en France. Méthodes alternatives de contrôle sanitaire à partir de la biologie moléculaire. - © 2004 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, DELMOLINO A., ENVIRONNEMENT MAGAZINE, 2004, 73-79

Pour tout public

DETECTION OF ENTERIC VIRUSES, GIARDIA AND CRYPTOSPORIDIUM IN TWO DIFFERENT TYPES OF DRINKING WATER TREATMENT FACILITIES

67/26462

Comparison of the efficiency of two drinking water treatment plants and two compact units for the removal of giardia, cryptosporidium and enterovirus from the Nile river water - Very poor quality is observed in all cases. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, AL-HERRAWY A. Z., ALI M. A., EL-HAWAARY S. E., WATER RESEARCH, 2004, 3931-3939

Pour public spécialisé

DETECTION OF INFECTIOUS CRYPTOSPORIDIUM IN FILTERED DRINKING WATER

67/26700

Méthodes de détection (PCR et utilisation du gène gp60 comme marqueur) et occurrence de cryptosporidium dans les eaux de distribution aux Etats-Unis. Impact de la qualité de l'eau brute sur leur dénombrement. Discussion autour des méthodes d'élimination de ces micro-organismes pathogènes. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, ABOYTES R., ABRAMS F. A., DI GIOVANNI G. D., ET AL., JOURNAL OF THE AMERICAN WATER WORKS ASSOCIATION, 2004, 88-98

Pour public averti

DETECTION OF NOROVIRUSES IN WATER: CURRENT STATUS AND FUTURE DIRECTIONS

67/26558

Microbiological and ecological features of the norovirus - Methodologies of detection and concentration in drinking water - Their roles in gastro-enteritis is discussed through epidemiological data - The need of standardised method is highlighted. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, KARIM M. R., LECHEVALLIER M. W., JOURNAL OF WATER SUPPLY RESEARCH AND TECHNOLOGY : AQUA, 2004, 359-380

Pour public spécialisé

THE ENVIRONMENTAL ENGINEER. A STEP TOO FAR ?

67/26871

Reflexions about the main functions of the sanitary engineers: public health preservation or environmental protection? - © 2004 OIEau

ENG, ACTE DE CONFERENCE, ASHLEY R., CLEMENS F., VELDKAMP R., 2004, 79-86

Pour public averti

A PROPOSED CXT TABLE FOR THE SYNERGISTIC INACTIVATION OF CRYPTOSPORIDIUM WITH OZONE AND CHLORAMINE

67/26200

Desinfection and inactivation of cryptosporidium. Data previously published on the synergetic action of different couple of oxidants (chloramine - ozone and ozone chlorine) on the oocysts are analysed statistically. A C x T table (concentration x contact time) gives optimal operating conditions. This model is discussed. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, HOTALING M., NAJM I., RAKNESS K., ET AL., JOURNAL OF THE AMERICAN WATER WORKS ASSOCIATION, 2004, 105-113

Pour public spécialisé

THE OCCURRENCE OF CAMPYLOBACTERS IN WATER SOURCES IN SOUTH AFRICA

67/25893

Niveau de contamination en campylobacter dans les eaux potables (distribuées, embouteillées et dans les réservoirs d'eau) en Afrique du sud. Mise au point d'un protocole analytique permettant de déterminer sélectivement ces bactéries. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, DIERGAARDT S. M., SPREETH A., VENTER S. N., ET AL., WATER RESEARCH, 2004, 2589-2595

Pour public averti

DIARRHOEAL DISEASES IN NEPAL VIS-A-VIS WATER SUPPLY AND SANITATION STATUS

67/26075

Statistical data about the diarrheal diseases in Nepal and their impact on the public health - Direct and strong relationship with the degree of sanitation, water quality and socio-economic status are stated - Highlights on a major problem of public health for the WHO. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, POKHREL D., VIRARAGHAVAN T., JOURNAL OF WATER AND HEALTH, 2004, 71-82

Pour public spécialisé

MICROSPHERES AS SURROGATES FOR CRYPTOSPORIDIUM FILTRATION

67/25899

Study establishing whether oocyst-sized polystyrene microspheres removal are reliable quantitative surrogates for *C. parvum* oocyst removal during filtration. Investigation of a wide range of filtration conditions and regimes. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, EMELKO M. B., HUCK P. M., JOURNAL OF THE AMERICAN WATER WORKS ASSOCIATION, 2004, 94-105

Pour public averti

SUSCEPTIBILITY OF FIVE STRAINS OF CRYPTOSPORIDIUM PARVUM OOCYSTS TO UV LIGHT

67/25898

Inactivation par les UV de 5 souches de *Cryptosporidium parvum* (Iowa, Moredun, Texas A&M, Maine, Glasgow). Réduction de 4 log de l'infectivité des souches par une irradiation UV à 254 nm pour une dose < ou égale à 10 mJ/cm². Dans certains pays la dose inactivante a été fixée à 40 mJ/cm². Plus cher que l'ozonation pour désinfecter l'eau potable aussi bien des petites que des grandes installations. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, CLANCY J. L., HARGY T. M., MARSHALL M. M., ET AL., JOURNAL OF THE AMERICAN WATER WORKS ASSOCIATION, 2004, 84-93

Pour public averti

INFECTIONS ENTERIQUES D'ORIGINE HYDRIQUE POTENTIELLEMENT ASSOCIEES A LA PRODUCTION ANIMALE : REVUE DE LA LITTERATURE

67/25699

Caractéristiques biologiques, cliniques et risques associés à des microorganismes rejetés dans l'environnement par les fèces animaux. Risque de transmission hydrique identifié seulement pour *campylobacter* sp., *E. coli* O157:H7 et *C. parvum*. - © 2004 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, CHEVALIER P., LEVALLOIS P., MICHEL P., VECTEUR ENVIRONNEMENT, 2004, 90-106

Pour public averti

DIE-OFF OF ENTERIC BACTERIAL PATHOGENS DURING MESOPHILIC ANAEROBIC DIGESTION

67/25740

The aim of the study was to determine the efficiency of mesophilic anaerobic digestion in removing the bacterial enteric pathogens, salmonella senftenberg, listeria monocytogenes and campylobacter jejuni which were added as a spike to the digester feedstock, together with the die off of indigenous Escherichia Coli already present in the sludge. Materials and methods of sampling, results, comparison with other similar studies investigated in the world are presented. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, BETMAL S. M., FLETCHER L., HORAN N. J., ET AL., WATER RESEARCH, 2004, 1113-1120

Pour public averti

DETECTION OF HUMAN ENTERIC VIRUSES IN STREAM WATER WITH RT-PCR AND CELL CULTURE

67/25093

Assessment of enteric virus by RT-PCR in 30 samples from 5 stream water sites - Comparison of this method to the cell culture method and the E. coli membrane filtration assay - Good efficiency. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, DAHLING D.R., DENIS-MIZE K., SHAY FOUT G., ET AL., JOURNAL OF WATER AND HEALTH, 2004, 37-47

Pour public spécialisé

FLUORIDES IN GROUNDWATER, SOIL AND INFUSED BLACK TEA AND THE OCCURENCE OF DENTAL FLUORIDIS AMONG SCHOOL CHILDREN OF THE GAZA STRIP

67/25092

Assessment of the prevalence of dental fluorosis in the permanent dentition of the school children of the Gaza Strip - Concurrently, determination of the fluoride levels in groundwater wells, topsoil samples and diet samples (tea) - Significant positive correlation is observed between the dental fluorosis and the environmental data. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, MULLER G., SHOMAR B., YAHYA A., ET AL., JOURNAL OF WATER AND HEALTH, 2004, 23-35

Pour public spécialisé

A SYSTEMATIC REVIEW OF THE HEALTH OUTCOMES RELATED TO HOUSEHOLD WATER QUALITY IN DEVELOPING COUNTRIES

67/25090

Review of the health effects linked to the microbial contamination of household drinking water - Home water treatment and storage conditions are highlighted - Effects on cholera and general diarrhoea are detailed. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, CONROY R., GUNDRY S., WRIGHT J., JOURNAL OF WATER AND HEALTH, 2004, 1-13

Pour public averti

BIOLOGY, PERSISTENCE AND DETECTION OF CRYPTOSPORIDIUM PARVUM AND CRYPTOSPORIDIUM HOMINIS OOCYST

67/25726

Main features of the life cycle, effects of water treatment processes (physical removal and chemical treatment) on viability and human health effects of the enteric protozoa Cryptosporidium parvum and C. hominis - Efficiency of RT-PCR methods for the detection of CP and CH in water samples and biological samples is highlighted. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, CAREY C. M., LEE H., TREVORS J. T., WATER RESEARCH, 2004, 818-862

Pour public spécialisé

PROTECTING WATERSHEDS FROM CRYPTOSPORIDIUM IN MANURE / A LITERATURE REVIEW

67/25462

Devenir des microorganismes pathogènes en fonction des traitements appliqués sur les rejets de déjection animale. Température, lagunage, digestion anaérobie, inactivation par l'ammoniac, compostage sont les filières d'épuration analysées au cours de cette revue. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, FINSTEIN M.S., JOURNAL OF THE AMERICAN WATER WORKS ASSOCIATION, 2004, 114-119

Pour public averti

ASSESSMENT OF VIRULENCE-FACTOR ACTIVITY RELATIONSHIPS (VFARS) FOR WATERBORNE DISEASES

67/26210

Constitution of a data base of waterborne pathogens and their genetic information - Combination of these data with the virulence factor of each of them with their biological activity - Definition of relationship and score, which could be used for risk assessment linked to water. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, COLE J. R., JENKINS T. M., SCOTT T. M., ET AL., WATER SCIENCE AND TECHNOLOGY, 2004, 309-314

Pour public spécialisé

CRYPTOSPORIDIUM MONITORING SYSTEM AT A WATER TREATMENT PLANT, BASED ON WATERBORNE RISK ASSESSMENT

67/26209

Use of a Poisson-log model to determine the optimal volume of water to be daily analysed for ensure a annual risk infection below 10⁻⁴ - Possible use of nested-PCR technique for water monitoring and Cryptosporidium risk assessment. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, KATAYAMA H., MASAGO Y., OGUMA K., ET AL., WATER SCIENCE AND TECHNOLOGY, 2004, 293-299

Pour public spécialisé

PREVALENCE OF HUMAN ADENOVIRUSES IN RAW AND TREATED WATER

67/26206

Assessment of the optimised cell culture molecular-based technique to determine the prevalence of human adenovirus in various quality of surface water in South Africa - Virus monitoring was performed over an one-year period in raw and treated drinking water supplies - Good efficiency of nested-PCR - Detection of HA in 29.8% of raw water and 44% in river-water samples. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, EHLERS M. M., VAN HEERDEN J., VAN ZYL W. B., ET AL., WATER SCIENCE AND TECHNOLOGY, 2004, 39-43

Pour public spécialisé

RISK ASSESSMENT OF LEGIONELLA AND ENTERIC PATHOGENS IN SEWAGE TREATMENT WORKS

67/25883

Assessment of the exposure of Legionella sp. and faecal pathogens (campylobacter, cryptosporidium and enteroviruses) through aerosol for sewage workers - Quantification of micro-organisms in water and in air samples - Dose-response relationships are detected for faecal organisms - High probabilistic-risk of Legionella infection for workers. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, MEDEMA G., ROELEVELD P., WULLINGS B., ET AL., WATER SUPPLY, 2004, 125-132

Pour public spécialisé

APPLICATIONS OF IN-VITRO CELL CULTURE FOR MEASURING INFECTIVITY AND INACTIVATION OF CRYPTOSPORIDIUM PARVUM

67/25879

Assessment of the infectivity and inactivation (by ozone, UV-light, chlorine dioxide and bromine) of *Cryptosporidium parvum* oocysts on HCT-8 cell culture coupled to RT-PCR method - Good efficiency of this in-vitro model. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, ROCHELLE P. A., WATER SUPPLY, 2004, 87-92

Pour public spécialisé

CAMPYLOBACTER IN WATERBORNE EPIDEMICS IN FINLAND

67/25876

Epidémies d'origine hydrique, causées par campylobacter (Finlande). Germe d'origine fécale, responsable de nombreuses épidémies, d'autant plus que l'eau est rarement désinfectée avant consommation. Nécessité de filtrer un volume suffisant d'eau (1 à 10 l) car ces épidémies sont temporaires. Une préincubation peut être nécessaire. Sérotypage utile pour préciser l'origine de la contamination des patients. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, HÄNNINEN M. L., KÄRENLAMPI R., WATER SUPPLY, 2004, 39-45

Pour public averti

REMOVAL OF CRYPTOSPORIDIUM BY IN-LINE FILTRATION: EFFECTS OF COAGULANT TYPE, FILTER LOADING RATE AND TEMPERATURE

67/24972

Cryptosporidium removal. Effects of pretreatment (coagulation) and operating conditions (temperature 2.5 to 20 °C, filter loading) are studied on the *Cryptosporidium* oocysts removal by in line filtration. Efficiencies are found ranging from 1 log to more than 4.2 log. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, DUGAN N. R., WILLIAMS D. J., JOURNAL OF WATER SUPPLY : RESEARCH AND TECHNOLOGY - AQUA, 2004, 1-15

Pour public spécialisé

STORM AND SEASONAL DISTRIBUTIONS OF FECAL COLIFORMS AND CRYPTOSPORIDIUM IN A SPRING

67/24995

Occurrence de microorganismes pathogènes (*cryptosporidium*) dans des systèmes karstiques utilisés comme ressource en eau potable suivant les saisons et les épisodes d'orage. Application à des zones d'élevage. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, BOYER D.G., KUCZYNSKA E., JOURNAL OF THE AMERICAN WATER RESOURCES ASSOCIATION, 2003, 1449-1456

Pour tout public

CONFIRMED DETECTION OF CYCLOSPORA CAYETANESIS, ENCEPHALITOZON INTESTINALIS AND CRYPTOSPORIDIUM PARVUM IN WATER USED FOR DRINKING

67/24528

Screening of *Giardia*, *cryptosporidium* and *cyclospora cayetanesis* in water samples collected near Guatemala City - Use of PCR methods - Detection of these human enteropathogenic microsporidia in 50% of the tested samples of the source water used for consumption. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, DOWD S.E., ELIOPOLUS J., JOHN D., ET AL., JOURNAL OF WATER AND HEALTH, 2003, 117-123

Pour public averti

INDIGENOUS BACTERIAL SPORES AS INDICATORS OF CRYPTOSPORIDIUM INACTIVATION USING CHLORINE DIOXIDE

67/24525

Identification of bacterial species, which are commonly present in raw water and can be used to allow the efficiency of treatment process of water to be calculated - Some species (bacillus and clostridium spores) could be used as microbiological surrogates for cryptosporidium controls. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, CHAURET C., HOFMANN R., VERHILLE S., ET AL., JOURNAL OF WATER AND HEALTH, 2003, 91-100

Pour public spécialisé

DRINKING WATER AND DIARRHOEAL DISEASE DUE TO ESCHERICHIA COLI

67/24522

Escherichia coli entérovirulentes et maladies diarrhéiques associées. Typologie de différentes souches entérotoxiques, entérohémorragiques, entéroinvasives, entéroaggrégatives, adhésives diffusantes (sérogroupes, antigènes associés). Tableaux cliniques des pathologies induites. Epidémiologie (origine hydrique en eau potable). Episodes de contamination. Discussion type par type. - © 2004 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, HUNTER P.R., JOURNAL OF WATER AND HEALTH, 2003, 65-72

Pour public spécialisé

ASSESSING MICROBIAL SAFETY OF DRINKING WATER. IMPROVING APPROACHES AND METHODS

67/26218

Risque sanitaire lié aux maladies hydriques. Organisme responsable. Susceptibilité des différents types des ressources à cette contamination microbienne. Efficacité des différents traitements. Risques durant le stockage et la distribution. Surveillance des incidents. Méthodes d'analyse microbiologiques. - © 2004 OIEau

ENG, LIVRE, DUFOUR A., KOSTER W., SNOZZI M., ET AL., IWA PUBLISHING, 2003, 295 P.

Pour public spécialisé

THE EFFECT OF FREE CHLORINE ON BURKHOLDERIA PSEUDOMALLEI IN POTABLE WATER

67/23990

Effet du chlore sur les bactéries responsables de la melioïdose. Détermination des temps de contact et de la dose de chlore résiduelle nécessaire à leur élimination dans les réseaux de distribution d'eau potable. - © 2003 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, HOWARD K., INGLIS T. J. J., WATER RESEARCH, 2003, 4425-4432

Pour tout public

ENTERIC VIRIONS AND MICROBIAL BIOFILMS - A SECONDARY SOURCE OF PUBLIC HEALTH CONCERN ?

67/23598

Ecology of human enteric virions (HEV) in distribution pipe biofilms. Bacteriophages share fundamental properties with HEV and they were chosen as a model in the study. Virion persistence studies, in situ detection of model enteric virion within biofilms and quantitative microbial risk assessment methodology were particularly developed. - © 2003 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, ASHBOLT N. J., STOREY M. V., WATER SCIENCE AND TECHNOLOGY, 2003, 97-104

Pour public spécialisé

Les références récentes de JURIEAUDOC sont consultables sur le Web
<http://eaudoc.oieau.fr>

Ces documents sont disponibles à l'Office International de l'Eau

TEXTES JURIDIQUES

Loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (J.O du 10 février 2005).

Arrêté du 26 janvier 2005 modifiant l'arrêté du 27 février 1984 modifié portant réorganisation des services d'annonce des crues (J.O du 8 février 2005).

Etude d'impact sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques : Evaluation de l'impact de la réforme des redevances des agences de l'eau (janvier 2005, MEDD).

Etude d'impact sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques : Evaluation de l'impact de la réforme de l'organisation dans le domaine de l'eau (janvier 2005, MEDD).

Avis relatif à l'application du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction et de l'arrêté du 24 décembre 2004 appliquant ce décret aux fosses septiques préfabriquées (J.O du 26 janvier 2005).

Instruction du 16 décembre 2004 fixant les règles de taxe sur la valeur ajoutée applicables au service public d'assainissement non collectif et au raccordement aux systèmes d'assainissement collectif. (Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique décembre 2004)

Décision de la Commission Européenne du 7 janvier 2005 relative aux modalités d'application de la procédure prévue à l'article 30 de la directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux (J.O.U.E du 11 janvier 2005).

QUESTIONS POSEES AU GOUVERNEMENT

Question écrite du député Pierre Morel-A-L'Huissier relative au financement de la mise aux normes des réseaux d'eau et d'assainissement en milieu rural (Question publiée au JOAN le 1^{er} décembre 2003 / réponse publiée au JOAN du 8 février 2005).

Question écrite du sénateur René-Pierre Signé sur l'épandage des boues d'épuration de la STEP d'Achères sur le territoire de la Nièvre. (Question publiée au JO Sénat du 15 juillet 2004 / réponse publiée au JO Sénat du 3 février 2005).

Question écrite du sénateur Philippe Leroy relative aux dispositions juridiques permettant la poursuite des auteurs de déversements non autorisés dans les égouts publics (Question publiée au JO Sénat du 13 mai 2004 / réponse publiée au JO Sénat du 3 février 2005).

Question écrite du sénateur Bertrand Auban relative aux difficultés de reversement de la participation pour voirie et réseaux par une commune à une communauté de communes (Question publiée au JO Sénat du 18 décembre 2003 / réponse publiée au JO Sénat du 03 février 2005).

Question écrite de Jean-Pierre Abelin sur la mise en oeuvre des services publics chargés d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif dans les petites communes et la mise en conformité des ouvrages concernés. (Question publiée au JOAN du 21 septembre 2004 / réponse publiée au JOAN du 25 janvier 2005).



Le Ministère de l'Écologie
et du Développement Durable
(Direction de l'Eau)



Les 6 Agences de l'Eau



Le Ministère de l'Agriculture,
de l'Alimentation
de la Pêche et des Affaires Rurales
(Fonds National de Développement des Adductions d'Eau)



La Région Limousin



Le Ministère de la Santé
et de la Protection Sociale
(Direction Générale de la Santé)



Le Réseau International
des Organismes de Bassin
(Aquadoc-Inter - RIOB)

NOS PARTENAIRES

Les services d'information pour nos abonnés

Trois forfaits disponibles :

EAUDOC Classic

- Accès web illimité à la recherche dans les bases OIEau techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D et DCE
- Sommaires d'ouvrages téléchargeables gratuitement,
- Nouvelle "Revue des Sommaires" électroniques (plus 7 000 nouvelles références chaque année),
- Accès aux documents sélectionnés sur le web,
- Assistance téléphonique à la recherche.

119,60 € TTC
100,00 € HT

L'accès hors forfait reste cependant possible à tous par le biais de la **recherche à la carte** et la **commande individuelle** via le panier personnel.

Pour les **grands comptes**, notre offre est étudiée en étroite collaboration afin de définir au mieux les besoins spécifiques et de trouver les solutions les mieux adaptées.

EAUDOC Executive

- Accès web illimité à la recherche dans les bases OIEau techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D et DCE
- Sommaires d'ouvrages téléchargeables gratuitement,
- Nouvelle "Revue des Sommaires" électroniques (plus 7 000 nouvelles références chaque année),
- Accès aux documents sélectionnés sur le web,
- Assistance téléphonique à la recherche,

- ⊕ La presse en ligne avec **Information Eaux électronique** (11 n°/an) : tous les mois, les dernières nouvelles des agences de l'eau, l'eau en France et dans le monde, les grands projets internationaux, l'actualité documentaire,

- ⊕ La revue de presse électronique quotidienne en ligne et par mail.

251,16 € TTC
210,00 € HT

EAUDOC Premier

- Accès web illimité à la recherche dans les bases OIEau techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D et DCE
- Sommaires d'ouvrages téléchargeables gratuitement,
- Nouvelle "Revue des Sommaires" électroniques (plus 7 000 nouvelles références chaque année),
- Accès aux documents sélectionnés sur le web,
- Assistance téléphonique à la recherche,

- ⊕ La presse en ligne avec **Information Eaux électronique** (11 n°/an) : tous les mois, les dernières nouvelles des agences de l'eau, l'eau en France et dans le monde, les grands projets internationaux, l'actualité documentaire,

- ⊕ La revue de presse électronique quotidienne en ligne et par mail,

- ⊕ **Information Eaux en version papier** sur votre bureau (11 n°/an)

- ⊕ les dernières références bibliographiques de nos bases en ligne,

- ⊕ La construction de votre **veille automatique personnalisée** (2 requêtes).

454,48 € TTC
380,00 € HT

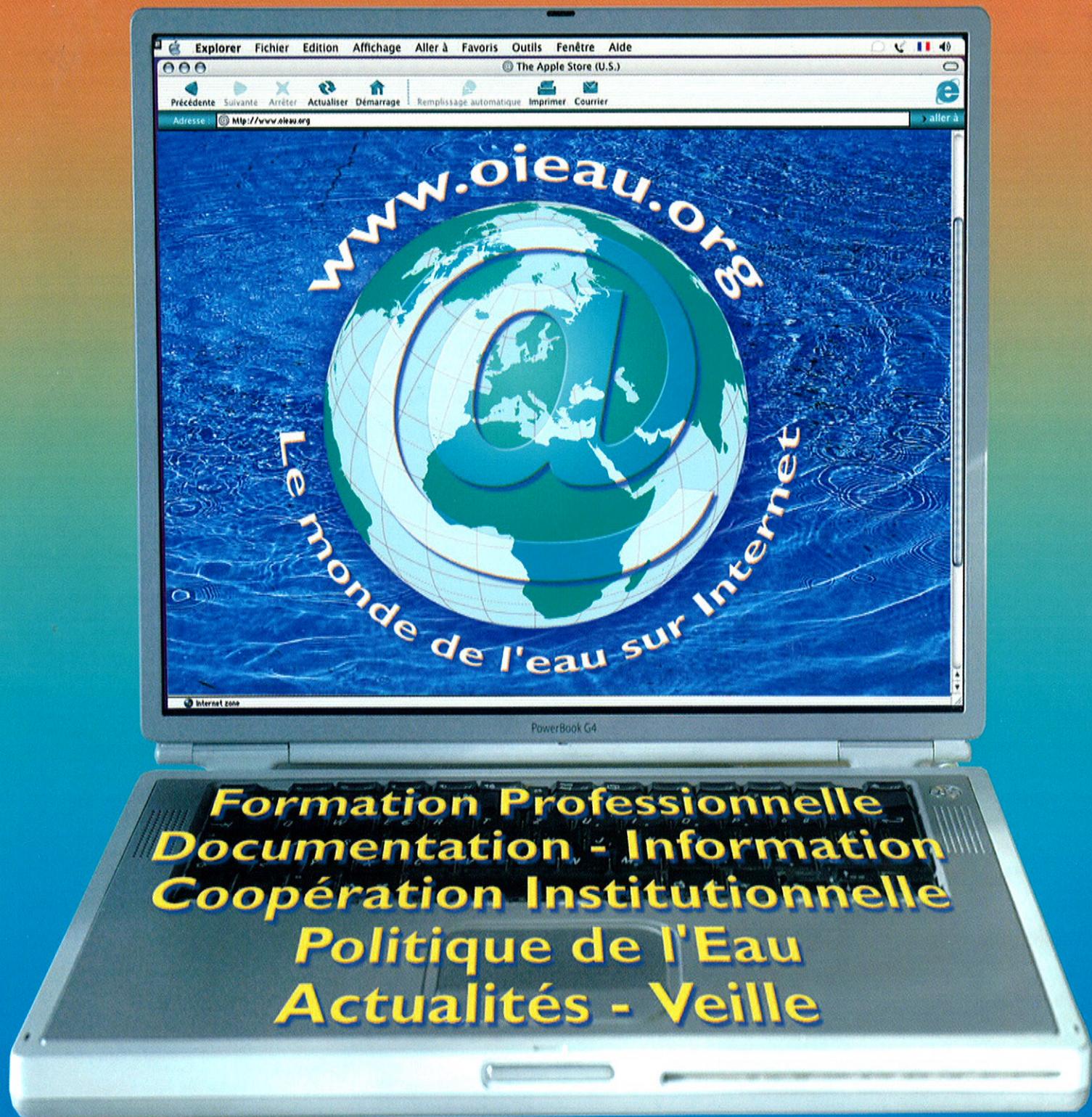
Abonnez-vous !

<http://eaudoc.oieau.fr>

AQU@VEILLE

L'actualité du monde de l'eau en direct sur votre messagerie
150 € HT / an

aquaveille@oieau.fr



Liens Priviliégiés

RIOB

SEMIDE

AQUADOC-INTER

CARTEL

SAGE

www.oieau.org



Office International de l'Eau

Direction de l'Information, de la Documentation et des Données sur l'Eau

15, rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex

Tél. : + 33 (0) 5 55 11 47 47 - Fax : + 33 (0) 5 55 11 47 48

E-mail : eaudoc@oieau.fr - Internet : <http://www.oieau.org>